

PROJET - Indecosa 37 : « Pour un pôle public de l'énergie »

8 mars 2021

Les bouleversements du secteur énergétique

Quels en sont les rouages ?

Au service de quelles stratégies ?

Et à quel prix, social, économique, industriel ?

Journée d'étude - Mercredi 1 Décembre 2021

Pour un Pôle public de l'Energie

Face aux conséquences négatives de la libéralisation et des privatisations, INDECOSA-CGT propose la constitution de pôles publics dans différents secteurs articulés à un projet économique et social dont l'objectif est le progrès.

En France et en Europe, les conséquences négatives de la déréglementation et des privatisations, imposées à coup de directives par l'Europe libérale, sont déjà perceptibles.

Hausse des prix, dégradation du service public, sous-investissement, baisse des budgets de recherche, dépendance qui s'aggrave, coïncident avec les suppressions d'emplois, leur précarisation et l'affaiblissement des garanties sociales.

Ce bradage a lieu au moment même où les entreprises du secteur de l'énergie affichent d'excellents résultats.

Les actionnaires s'enrichissent sur le dos de la grande masse des citoyens européens.

Il est urgent de changer ces choix.

La bataille pour un pôle public recouvre cinq dimensions indissociables :

1. La nécessité de consolider un secteur public important. Dans un domaine aussi essentiel que l'énergie, la nation ne peut pas se priver d'instruments d'intervention directe. Réglementer ne suffit pas si la puissance publique ne conserve pas un savoir-faire propre et une capacité d'action effective.

2. L'exigence de discipliner et de responsabiliser les entreprises privées vis-à-vis d'objectifs d'intérêt général en les plaçant sous le contrôle démocratique de la nation.

3. Il est également urgent d'**assurer un financement satisfaisant des besoins économiques et sociaux collectifs** dans le contexte créé par un État appauvri par une politique de moins disant fiscal, enclin à brader « les bijoux de famille » par la privatisation.

Les marchés ne se substitueront pas aux budgets publics déficients pour couvrir les besoins de financement du secteur public. **Il convient donc de bâtir un pôle public financier** capable d'orienter l'épargne populaire et des ressources bancaires suffisantes vers des investissements utiles.

4. Introduire la question de la place des intérêts publics et collectifs dans le débat européen constitue la quatrième dimension de notre bataille.

5. Enfin, la question de **la démocratie et de la réappropriation citoyenne** de l'ensemble de ces enjeux est incontournable.

À l'orée du troisième millénaire, il s'agit d'inventer un système permettant aux citoyens et aux salariés du secteur de **gagner de nouveaux droits d'intervention** permettant d'orienter les stratégies industrielles des grands groupes, publics et privés, dans **le sens de l'intérêt général**.

Mercredi 1 Décembre 2021

9 h à 17h

Grande salle des conférences

Maison des Syndicats,

Site de la Camusière

18 Rue de l'Oiselet
37550 Saint AVERTIN